Par soumission à l'Otan, Macron nous entraîne dans une économie de guerre

Dès novembre 2017, preuve de la préméditation des manigances pour pousser à bout la Russie, **l'OTAN enjoignait à ses vassaux** d'évoluer le plus vite possible vers une économie de guerre. En valorisant de nouveaux fournisseurs pour pouvoir se passer des matières premières et des sources d'énergie importées de Russie.

Mais aussi chaque pays était invité à consacrer des budgets adéquats pour élargir les routes et renforcer les ponts afin de permettre aux blindés de se rendre rapidement à l'est « pour défendre les pays Baltes » qui n'étaient pas menacés.

L'idée n'est pas nouvelle. Le führer avait développé les autoroutes dans les années 30, non pour canaliser les flux de

vacanciers, mais afin de pouvoir déplacer le plus rapidement possible ses troupes et leur matériel vers l'Est. Le dernier tronçon de l'A2, qui reliait Berlin à la Ruhr fut inauguré symboliquement le 23 septembre 1939.

L'économie de guerre, une invention allemande

Au cours des deux guerres mondiales, les boches imposèrent à leur population, et plus encore à celle des pays occupés, des économies de bouts de chandelles afin de soutenir l'industrie de guerre.

« Lavez-vous moins souvent et limitez vos lessives pour ne pas gaspiller le savon » Un slogan qui devrait ravir les écolo-barjots adeptes de la décroissance. Puisque ceux-ci préconisent de réutiliser l'eau du bain pour faire la soupe.

Les verts n'imaginent pas un seul instant la production dantesque de CO2 et de micro particules des armes mobiles envoyées au pianiste, avant destruction. Et la pollution de l'air produite par leurs explosions, du moment que c'est pour la « bonne cause ».

À marche forcée vers l'autarcie

Macronescu le tyran qui n'a jamais été soldat mais s'est autoproclamé stratège a décidé le 13 juin 2022 de **faire passer les Français dans une économie de guerre**.

Les intentions du dictateur sont claires : Continuer à soutenir, quoi qu'il en coûte, le virtuose du piano à queue pour lequel il éprouve un trouble émotionnel fort.

Les Français devront se serrer encore plus la ceinture. Et après ? Tant pis pour eux, ils n'ont que ce qu'ils méritent. Après avoir voté pour le paltoquet ou contribué à son maintien par leur indifférence.

Les premières mesures annoncées consistent à accélérer la fabrication de matériels militaires. Notre armée a été

sévèrement rationnée depuis plusieurs années. Mais rien n'est trop beau pour servir les mafieux ukro-nazis. Le despote envisage même de réquisitionner des usines fabricant du matériel civil pour les reconvertir à des productions de guerre. Le Zygomyr exige. Le paltoquet obéit.

Cela devra s'accompagner de mesures de réduction de la consommation énergétique pour commencer. Puis de restrictions de la consommation privée des familles. Dépenses alimentaires entre autres puisque l'arrêt des importations de céréales est supposé punir la Russie tandis que la production agricole en France est en train de chuter du fait du manque d'engrais et de pesticides. Que du bio mais à quel prix ?

Du moins pour les produits auxquels les familles n'auront pas renoncé du fait de l'inflation. Qu'on ne peut encadrer par une politique monétaire puisque nous ne sommes plus les maîtres du jeu dans ce domaine depuis belle lurette.

La loi « pouvoir d'achat » en préparation ? Encore un rideau de fumée !

Depuis qu'on fait la guerre aux Russes par ukronazis interposés, les prix de l'électricité, du gaz ou du pétrole, ont battu des records. Qui seront battus à leur tour.

L'Ukraine où la moitié des gens, même dans les villes, souffraient de coupures de courant intempestives, bien avant les opérations de nettoyage russes, va nous **vendre de l'électricité** ! Au prix fort. Il n'y a pas de petits profits pour le Zygomyr.

Pour le moment c'est l'été. Mais quand l'hiver viendra, ça va aller très mal. Surtout sur l'approvisionnement. Selon **Les Echos** du premier juillet, la loi «pouvoir d'achat» devrait comporter un volet « Souveraineté énergétique » donnant à l'État des pouvoirs sans précédent, depuis la déclaration de guerre de 1939.

Les confinements, restrictions, muselières, auto-attestation, passes nazitaire, cafés assis, debout, couché, restos et cinoches fermés. salles de sports interdites, ne furent que des hors d'œuvre. Patience, les plats principaux arrivent. Plus indigestes encore.

L'énergie au ralenti

D'après une préversion du texte, des réserves de gaz seront stockées sous terre, dans la plus complète opacité, niveau secret défense. Double avantage pour le pouvoir : Faire gober aux jobards que Macronescu se décarcasse pour leur éviter le pire. Et gérer les prix à la consommation, en contrôlant les flux de distribution.

Par ailleurs, le gouvernement peut décider de restreindre à sa guise, ou de suspendre, voire de stopper complètement le fonctionnement de certaines installations de production d'électricité utilisant du gaz naturel.

Dans le cas prévisible de difficultés d'approvisionnement en électricité, l'État pourra réquisitionner ces centrales afin qu'elles fonctionnent selon ses instructions. Confiées à des énarques qui sont autant ingénieurs ou techniciens que moi évêque anglican. Mais tout à fait à leur place dans ces usines à gaz, c'est leur spécialité. EDF, Engie et Total Énergies sont concernés.

« En même temps » on accélérera la relance des centrales à charbon que les écolo-barjots alliés de circonstance du pouvoir, accepteront mieux que la réouverture des centrales nucléaires. La silicose et la pneumoconiose, fréquentes chez ceux qui vivent à proximité des centrales à charbon, les perturbent moins que les irradiations rarissimes près des usines atomiques. C'était quoi déjà la « transition énergétique » ?

Les retraités seront « invités » à reprendre le travail, sous peine de perdre tout revenu.

En violation des dispositions du code du travail, mais le dictateur a piétiné tant de lois, Constitution incluse, qu'il n'est plus à ça près. Répétition du chantage de ce psychopathe pervers pour trouver des « volontaires » à ses piquouses.

L'économie de guerre donne tous les droits au gouvernement

Outre le fait qu'elle amplifie la tentation des zélites, jamais tout à fait abandonnée, de contrôler et si possible de diriger l'économie, elle leur donne des droits exorbitants sur la liberté des individus et sur la cenSSure des opinions divergentes. Comme si l'épisode covidus macronibus n'avait pas suffi à désorganiser le pays et à créer des clivages irréductibles entre les citoyens.

Et il n'y a même pas besoin que la France soit engagée directement dans un conflit armé puisque, selon une **loi de 1938 jamais abrogée**, mais remise à niveau récemment : « ***L'organisation de l'économie de guerre peut être ordonnée à tout moment en période de tension extérieure si les circonstances l'exigent.*** »

Le Gouvernement dispose du pouvoir discrétionnaire de procéder en temps de paix, au recensement des personnes, animaux, matériels, matières ou objets, produits, denrées alimentaires, outillage, immeubles, installations ou entreprises susceptibles d'être requis si la France se sent motivée par un conflit qui ne la concerne pas.

Dans cette hypothèse, peut être soumis à réquisition, hors contraintes militaires, tout individu et ses biens faisant partie d'un service ou d'une entreprise considérée comme indispensable pour assurer les besoins du pays.

Les personnes titulaires d'une pension de retraite, sont mises à la disposition des préfets pour les tâches jugées nécessaires, sous réserve de remplir des conditions d'aptitude physique et intellectuelle. La réquisition n'ouvre droit à

aucune indemnité.

Quiconque n'aura pas déféré aux réquisitions de l'autorité publique sera passible d'un an de prison (pour de vrai) et d'une amende de 3750 euros.

Quiconque aura tenté de dissimuler des biens susceptibles d'être réquisitionnés, sera passible d'un an de prison (pour de vrai) et d'une amende de 4000 euros.

Quiconque aura diffusé de « fausses informations » sera passible de cinq ans de prison et 15.000 euros d'amende. Et le pyjama orange pour les « complotistes » ?

Ni les syndicats de prétendus travailleurs, ni les assoces de défense des drouadlom, grassement subventionnés les uns et les autres, n'y ont trouvé à redire.

Quant aux écolos-barjots, ils ne se sentent pas concernés par des procédures illégales violant les impératifs de sécurité, comme celles destinées à accélérer les travaux de raccordement du port du Havre au réseau de gazoducs de GRTgaz chez Barbapoux.

Il y a encore une porte de secours

Fort heureusement, la bornée est obligée de passer par le Parlement pour instaurer le statut d'économie de guerre. Les macronards sont tellement sûrs de l'emporter par un nouveau discours de peur, colporté par les médias aux ordres, que leurs décrets d'application sont rédigés, et certains déjà mis en œuvre à titre expérimental.

Étant donné qu'ils ne peuvent décider seuls cette fois, il sera intéressant de relever le nom des ordures, tous partis confondus, qui leur accorderont leur blanc seing.

Christian Navis

Climats sous influence (climatorealist.blogspot.com)